

POURQUOI LES NÉOCONSERVATEURS ONT ÉCHOUÉ

NICOLE BACHARAN

Si les néoconservateurs avaient réussi, des applaudissements nourris auraient étouffé le scepticisme général. Relayé par George W. Bush, Dick Cheney et Donald Rumsfeld, ce groupe d'intellectuels américains poursuivait d'ambitieux et louables objectifs : renverser Saddam Hussein, transformer l'Irak et, de proche en proche, provoquer une révolution démocratique au Moyen-Orient.

Ils promettaient d'engager toute la région sur la voie du pluralisme politique et du développement économique. Ils affirmaient que telle était la meilleure méthode pour assécher le recrutement des terroristes. Et ils rappelaient que les populations arabes avaient droit, elles aussi, à l'État de droit, à la liberté et à la démocratie... Jusque-là, on pouvait les suivre. Mais quand la Maison-Blanche et le Pentagone soutenaient que cette transformation se ferait par la guerre, et que cette guerre serait facile et rapide (« Nous entrons [en Irak], nous renversons Saddam, nous repartons, point final », affirmait Donald Rumsfeld), nul n'y croyait plus. Hélas, les néoconservateurs ont échoué : aujourd'hui, l'armée américaine est enlisée en Irak, les États-Unis sont affaiblis, l'Irak bombe le torse, les islamistes radicaux et les terroristes gagnent du terrain, tandis qu'à l'autre bout de la planète, la Corée du Nord tente ses premiers essais nucléaires. Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi les néoconservateurs sont-ils passés d'une critique rigoureuse de la politique extérieure américaine (un soutien à des dictatures arabes corrompues pendant des décennies) à des initiatives bâclées et irréalistes ?

DES NÉORÉVOLUTIONNAIRES

En réalité, les néoconservateurs n'ont jamais formé un parti ni représenté une idéologie cohérente. Ils ne sont pas tous d'accord entre eux, et ils ont compté – et comptent encore – des sympathisants parmi les démocrates comme parmi les républicains. Ils méritent d'ailleurs bien mal le vocable de « conservateurs », fût-il « néo » : ils ne souhaitent pas maintenir l'ordre établi, n'affectionnent

pas la stabilité. Ce sont plutôt des révolutionnaires dont l'ambition est de changer le monde, des idéalistes qui veulent fonder un avenir meilleur.

Les pionniers étaient des étudiants du City College of New York dans les années 30 et 40, qui se réunissaient alors autour d'Irving Kristol et Nathan Glazer, un groupe d'intellectuels souvent juifs, naturellement antinazis, radicalement anti-communistes et, oui, plutôt à gauche. La deuxième génération, celle qui s'active aujourd'hui, est née dans leur sillage, au cœur des universités des années 60. C'est pour s'en démarquer que la « nouvelle gauche », qui proteste alors contre la guerre du Vietnam et éprouve quelque sympathie pour Hanoi et Cuba, leur colle l'étiquette péjorative de « néo-conservateurs ». Dans une Amérique objet de l'opprobre mondial, déchirée par le conflit vietnamien et le mouvement pour les droits civiques des Noirs, les jeunes « néo-cons » ne partagent pas, en effet, la tendance au doute, à la mauvaise conscience et à l'autoflagellation. Nombre d'entre eux ont été marqués par des parents ou des professeurs qui avaient fui l'Allemagne nazie, voire les purges stalinienne.

Pour eux, l'Amérique est la garantie ultime contre l'apocalypse. Ils croient dur comme fer aux grandes valeurs occidentales – la liberté et la démocratie – dans lesquelles ils voient un progrès et un modèle universels. Ils refusent le relativisme culturel

* NICOLE BACHARAN, historienne et politologue, est consultante pour Europe 1. Elle est notamment l'auteur de *Faut-il avoir peur de l'Amérique ?* (Seuil, 2005) et avec Antoine Sfeir *d'Américains, Arabes : l'affrontement* (Seuil, 2006).

des années 60 et 70 qui justifie volontiers des pratiques contraires aux droits de l'homme. Pour les néocons, l'Amérique a raison, et elle doit défendre et imposer ses valeurs. Le danger pour le monde, ce n'est pas l'Amérique elle-même, mais sa faiblesse !

D'abord marginaux, les néoconservateurs se réunissent autour de revues et dans des *think tanks* de plus en plus influents, délaissant la gauche et participant au renouveau du Parti républicain. Ils soutiennent activement la « révolution reaganienne » et sa revendication morale : l'URSS, c'est « l'empire du Mal ». Ils n'attendent rien de la détente ni de la coexistence pacifique. En 1989, la chute de l'URSS constitue pour eux, sans conteste, la grande victoire de l'Amérique. La fin de la guerre froide ne leur fait néanmoins pas entrevoir un avenir paisible : dans un monde désormais éclaté, ils redoutent les dangers du terrorisme et de la prolifération nucléaire. Pendant la première guerre du Golfe en 1991, ils protestent contre la décision de George Bush père de ne pas aller jusqu'à Bagdad. Pour eux, la chance a été manquée, il faudra y retourner. En attendant, ils approuvent, au nom d'une vision morale de la géopolitique, la décision de Bill Clinton d'intervenir dans les Balkans et en Somalie.

Par la suite, on a souvent présenté les néoconservateurs comme des conspirateurs qui auraient caché leurs vrais desseins. C'est faux : dans le livre *Present Dangers*, publié en 2000 sous la direction de William Kristol et Robert Kagan, les néocons dénoncent très clairement l'hésitation américaine à maintenir ce qu'ils nomment son « hégémonie bienveillante ». Ils plaident ouvertement pour une force militaire écrasante, le développement d'un bouclier antimissile (la fameuse Guerre des étoiles de Reagan). Ils adoptent une définition très large des « intérêts vitaux des États-Unis » afin de décourager les pays trop agressifs, et pointent du doigt les dictatures des « États voyous » : Iran, Irak, Corée du Nord... Selon Kristol et Kagan, ces régimes sont naturellement agressifs, et il n'y a donc qu'une solution : changer le régime ! Tel est le grand thème de la pensée néoconservatrice. Ce changement doit être recherché par tous les moyens : soutien aux mouvements d'opposition, sanctions économiques, activités de renseignement et, s'il le faut, la guerre.

À cet égard, les néoconservateurs jugent l'Europe confite dans un pacifisme mou, à l'abri du parapluie nucléaire américain (tout en pensant qu'en cas d'urgence, elle saura où est son intérêt et rejoindra l'Amérique). Ils préconisent aussi une alliance inconditionnelle avec Israël, seul pays vraiment fiable au Moyen-Orient, rejoignant en cela (c'est l'un de leurs rares points communs) la droite religieuse qui croit à la solidarité des peuples de la Bible.

« D'HUMBLES » DÉBUTS

Quand George W. Bush arrive au pouvoir en janvier 2001, il installe avec lui une solide équipe de néoconservateurs (certains ont même assuré sa formation accélérée en poli-

tique étrangère pendant la campagne électorale), notamment Lewis « Scooter » Libby auprès du vice-président, John Bolton et Elliott Abrams au département d'État ou encore Paul Wolfowitz, Douglas Feith et Richard Perle au Pentagone... Les néoconservateurs sont donc là, au deuxième rang du pouvoir, mais ils n'occupent pas les postes de décision.

Les vrais décideurs (le vice-président Dick Cheney, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld) sont des « réalistes » qui ont fait leurs premières armes auprès de Richard Nixon et d'Henry Kissinger : ils aiment la force militaire mais n'ont pas pour projet de fonder un monde meilleur. Pas plus que Colin Powell, le responsable des Affaires étrangères : pour lui, une intervention militaire américaine doit être menée dans le cadre d'une mission précise, avec une force écrasante, et un scénario de sortie bien défini (c'est la « doctrine Powell »). Quant à la conseillère nationale à la sécurité Condoleezza Rice, elle partage la vision morale des néoconservateurs mais, comme George W. Bush, elle ne nourrit pas de grands desseins géopolitiques : l'Amérique doit se montrer « humble », c'est-à-dire défendre ses intérêts directs sans se mêler des crises et des massacres qui ne la concernent pas. « L'armée américaine n'est pas là pour accompagner les enfants à l'école », avertit Condoleezza Rice. À l'époque, les projets grandioses des néoconservateurs ne sont donc pas à l'ordre du jour.

CHANGER LE MONDE

Tout change, on le sait, avec le 11-Septembre. Les néoconservateurs ont-ils à ce moment-là « kidnappé » la politique étrangère américaine ? Ils ont tout simplement convaincu le président Bush qu'ils avaient compris le monde avant les autres : l'Amérique avait des ennemis puissants et déterminés, ils l'avaient bien dit ! Elle devait non seulement se défendre, mais attaquer avant même d'être frappée. Outre le Président, les néoconservateurs rallient à leur vision les deux hommes les plus puissants de l'Administration : Donald Rumsfeld et Dick Cheney. Oui, disent les néoconservateurs, l'Amérique porte une part de responsabilité dans le développement du terrorisme : non parce qu'elle serait impérialiste, mais parce qu'elle a trahi ses idéaux en s'alliant aux dictatures du Moyen-Orient au nom de la stabilité et de l'accès garanti aux hydrocarbures. Ces alliances immorales ont contribué à écraser les populations arabes et à nourrir le rejet et la haine de l'Occident, et particulièrement des États-Unis. Une vraie critique de gauche ! Mais le remède préconisé par les néoconservateurs est musclé : c'est la force.

Dans les jours qui suivent les attentats, Colin Powell entreprend de réunir une vaste coalition internationale qui approuve l'invasion de l'Afghanistan, base arrière d'Al Qaïda. Il obtient l'aval de l'Otan, le droit de l'Amérique à riposter ne fait pas débat, et le régime des taliban ne trouve pas de défenseur. Ce que personne ne sait alors, c'est que dès le 17 septembre 2001, le sort de... l'Irak a été également scellé :

ce sera le changement de régime. Les néoconservateurs, relayés par Dick Cheney et Donald Rumsfeld, ont convaincu le Président que le moment était venu d'achever la tâche abandonnée en 1991 : la chute de Saddam Hussein doit inaugurer la transformation du Moyen-Orient.

LA GRANDE AVENTURE

Il ne s'agit pas ici de refaire l'histoire de la préparation à la guerre, des négociations infructueuses à l'Onu, du rôle douteux de la France, des premières justifications avancées (les armes de destruction massive, les liens supposés entre l'Irak et Al Qaïda, les crimes de Saddam Hussein), justifications que Paul Wolfowitz qualifiera avec mépris de « bureaucratiques », c'est-à-dire destinées à convaincre les bureaucrates et le petit peuple. Il ne s'agit pas davantage de retracer le déroulement des combats, la chute rapide de Saddam, l'annonce précipitée de la victoire : *Mission accomplished* ! Mais il faut s'interroger sur le fossé qui sépare d'une part la brillante analyse que les néoconservateurs avaient faite de la politique étrangère américaine, et d'autre part la radicale incompétence avec laquelle l'aventure a été menée.

En janvier 2002, George Bush prononce son discours sur « l'axe du Mal », liant dans un même opprobre trois dictatures hors la loi, aux ambitions nucléaires affichées : l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord. Quelques semaines plus tard, le Président publie la nouvelle doctrine stratégique « Bush-Cheney ». L'objectif ? Assurer la sécurité des États-Unis. Les méthodes préconisées ? Bâtir une supériorité militaire si écrasante qu'elle décourage tout rival potentiel ; agir préventivement contre les menaces provenant des terroristes et des États-voyous ; promouvoir la coopération internationale, le libre marché, les droits de l'homme, la démocratie... Rien de vraiment nouveau sur le fond : la volonté d'être une puissance militaire sans rivale date des débuts de la guerre froide, et tout gouvernement se réserve en secret la possibilité d'agir préventivement s'il a la certitude que la nation est en péril. En fait, la grande surprise n'est pas dans la thèse, mais dans son affichage sans complexe : en énonçant ouvertement de tels principes, George Bush et Dick Cheney reconnaissent à l'Amérique un statut de nation supérieure aux autres, jouissant seule de certains droits. La guerre préventive devient une sorte de privilège américain. C'est l'application exacte des thèses des néoconservateurs. Alors que les préparatifs de la guerre en Irak s'accroissent, Dick Cheney prédit que les Américains y seront accueillis à bras ouverts et qu'une dynamique de paix s'enclenche dans tout le Moyen-Orient, jusqu'à Jérusalem. Paul Wolfowitz avertit le Congrès qu'il faut préparer le peuple américain à une présence prolongée en Irak, « peut-être jusqu'à six mois ». Une telle naïveté, ou ignorance, des complexités moyen-orientales cacheraient-elles un plan machiavélique ? s'est-on souvent demandé. Il n'en était rien. Le projet était bien celui-là : entrer en Irak, renverser Saddam, repartir. Rien n'était prévu pour faire face à la reconstruc-

tion d'un appareil d'État, d'une économie et de toute une société, ainsi qu'aux haines interethniques et interreligieuses que la fin du régime allait libérer. Certains commentateurs proches des néoconservateurs ont dénoncé la mise à mal de leur grand dessein en incriminant l'incompétence du gouvernement. Mais le reproche est injuste : l'absence de plans d'occupation et de reconstruction correspond à des erreurs d'analyse intrinsèques au projet néoconservateur.

LES CINQ ERREURS

1^{re} erreur : l'arrogance. Les néoconservateurs avaient vécu la chute de l'Union soviétique comme la validation de toutes leurs analyses. Alors que tant de responsables américains considéraient l'URSS comme une puissance destinée à durer, avec laquelle il fallait composer, les néoconservateurs avaient affirmé que seul le changement de régime permettrait la fin des hostilités. Raffermiss dans leurs certitudes, ils ont dès lors écarté toute voix discordante. En 2002, pour préparer l'intervention en Irak, ils n'ont écouté ni les experts du monde arabe ni les militaires réticents.

2^e erreur : la transposition au Moyen-Orient du modèle des « révolutions de velours » de l'Europe de l'Est. Il semble – aucun d'entre eux ne s'est expliqué ouvertement sur ce point – que ce soit la faute théorique majeure des néoconservateurs. Au moment de l'effondrement du communisme, la Hongrie, la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie ont rejoint avec enthousiasme, et sans affrontements, le rang des démocraties. Les questions nationales ont été résolues, si ce n'est facilement, du moins paisiblement. La Tchéquie s'est séparée de la Slovaquie, les deux Allemagnes se sont réunifiées. Pour les néoconservateurs, la société irakienne était assez comparable à celles d'Europe de l'Est, essentiellement laïques, modernes, éduquées : elle devait embrasser sans coup férir les libertés apportées à la pointe des fusils.

3^e erreur : le choix d'envoyer cent trente mille hommes seulement en Irak. En 1991, ils étaient cinq cent mille pour libérer le minuscule Koweït. Mais pour Donald Rumsfeld, la deuxième guerre du Golfe était l'occasion de démontrer l'efficacité de son grand projet : une armée « high-tech », extrêmement mobile, capable de mener des expéditions rapides à travers le monde, avec un nombre réduit d'hommes. Ce point de vue était bien conforme aux analyses néoconservatrices : Albert Wohlstetter, qui fut, dans les années 70, le professeur de Paul Wolfowitz et Richard Perle, avait théorisé le recours aux bombardements de précision et aux frappes chirurgicales destinés à remplacer les massacres par « tapis de bombes » et permettant de diminuer les effectifs sur les champs de bataille, ce qui ne partait pas d'un mauvais sentiment, mais se révélerait tout à fait inadapté à la situation irakienne.

4^e erreur : le rejet *a priori* du nation-building, la « reconstruction de nation » dans des pays vaincus, telle qu'elle

avait pu être pratiquée après la Seconde Guerre mondiale. Pour Rumsfeld et les néoconservateurs, la tâche de reconstruire l'Irak incomberait aux Irakiens. Pas aux Américains. Rien n'était prévu pour contrôler le territoire (les troupes américaines, trop peu nombreuses, abandonnaient notamment les caches d'armes découvertes au fur et à mesure de leur avancée) ni pour faire face aux pillages (et pourtant l'expérience des ouragans aux États-Unis avait appris qu'à la suite d'une catastrophe, une région sans secours ni autorité publique est soumise aux pillages et à l'anarchie au bout de trois jours). Les Américains ont renversé le régime irakien, défait l'appareil d'État ainsi que le parti Baas, et renvoyé l'armée sans rien avoir prévu pour les remplacer. Telle est l'effarante réalité.

5^e erreur : la précipitation du processus démocratique (« arriver, renverser Saddam et repartir »). On n'installe pas une démocratie en ayant recours à la va-vite au suffrage

Ils défendaient des causes honorables – la liberté et la démocratie ; en réalité, ils ont affaibli le principe chèrement acquis du droit d'ingérence.

universel et en faisant l'économie des autres composantes : mettre en place un État de droit (justice, police, institutions), favoriser le redémarrage économique, entamer un processus de réconciliation nationale, développer une éducation au pluralisme...

« THEY HAD THEIR MOMENT »

Aujourd'hui, les plus éminents néoconservateurs ont quitté le gouvernement. Richard Perle et Douglas Feith sont partis à la fin du premier mandat de George W. Bush, Scooter Libby a dû démissionner en octobre 2005, Elliott Abrams est resté au Conseil national de sécurité mais son influence est tempérée par d'autres voix plus traditionnelles. Paul Wolfowitz a rejoint la Banque mondiale et John Bolton, pour quelque temps, les Nations unies (George W. Bush comptait sur leurs méthodes musclées pour faire le ménage dans ces organisations pléthoriques, tout en les éloignant du département d'État et du Pentagone). À partir de janvier 2005, les commandes de la politique étrangère ont été tenues par Cheney et Rumsfeld, certes alliés des néoconservateurs mais qui n'ont pas derrière eux une longue carrière d'idéologues. Et Condoleezza Rice, elle, qui a remplacé le modéré Colin Powell, a reconnu plus vite que d'autres les limites de la vision néoconservatrice

et prône désormais le rapprochement avec les alliés, le retour à un certain multilatéralisme, une hérésie aux yeux des néocons. En novembre 2006, l'enlèvement en Irak a conduit les électeurs à sanctionner le parti présidentiel. George W. Bush en a tiré les conséquences, renvoyant enfin Donald Rumsfeld. Et néanmoins, contre l'avis de l'opinion, du Congrès, de nombre d'experts et de militaires, George W. Bush a choisi, fidèle en cela à la vision néoconservatrice, de jouer une dernière carte pour arracher une victoire en Irak. Il a ordonné l'envoi de vingt et un mille hommes supplémentaires, là où le rapport Baker-Hamilton préconisait l'amorce du retrait.

L'étoile des néoconservateurs a bien pâli. Et leurs méthodes se sont avérées pour le moins contre-productives. Ils voulaient démontrer l'étendue de la puissance américaine ; en réalité, ils en ont prouvé les limites. Ils défendaient des causes honorables – la liberté et la démocratie ; en réalité, ils ont affaibli le principe chèrement acquis du droit d'ingérence. Ils pensaient enclencher un processus de « transformation vertueuse » au Moyen-Orient ; aujourd'hui, l'Iran et le Syrie sont renforcés, le Liban est menacé, le conflit israélo-palestinien semble plus aigu que jamais et, partout, les islamistes gagnent du terrain.

Les néoconservateurs n'ont pas disparu, mais ils ne représentent plus qu'une tendance amoindrie dans l'arène politique. « They had their moment. » Cette expression me semble résumer au mieux leur destin : ils ont eu leur moment, leur chance ; leur heure de gloire est passée.

Et maintenant ? Au fil de son histoire, la politique étrangère américaine n'a cessé d'osciller comme un pendule entre isolationnisme et interventionnisme, entre réalisme et idéalisme. Après l'épisode néoconservateur, à l'heure de l'économie globale, du terrorisme international et de la prolifération nucléaire, le balancier penchera-t-il de l'autre côté, vers un certain repli des États-Unis ? Aucun responsable américain ne prône un isolationnisme pur et dur, mais on débat désormais d'un degré de désengagement « souhaitable ». Une chose est sûre : un retrait rapide de l'Amérique des théâtres d'opération serait tout aussi désastreux que l'interventionnisme brutal et mal préparé des néoconservateurs. Car, face aux nouvelles menaces totalitaires – et notamment celles que les intégristes font peser sur tous les citoyens d'Europe, du Moyen-Orient, d'Asie, d'Afrique –, il est plus que jamais essentiel de défendre nos valeurs communes, plus importantes que les divisions créées par l'aventurisme des néoconservateurs. Au début du XXI^e siècle, dans le triste état de la planète, il ne peut y avoir de protection ni de progrès du droit et de la justice sans un engagement des États-Unis que l'on souhaite sage, fort et durable. La France et l'Europe devraient donc agir pour ressouder les liens avec le cousin d'Amérique, tendre ensemble la main aux nouveaux dissidents et notamment aux intellectuels arabes et musulmans persécutés par ceux qui tuent au nom de leur foi, et poser les fondements d'un nouvel atlantisme. ■